

# LETTRE OUVERTE

---

**Au Délégué Interministériel à l'Hébergement et à l'Accès au Logement**

**Au Préfet de l'Isère**

**Au Président du Conseil de la Région Rhône Alpes**

**Au Président du Conseil Départemental de l'Isère**

**Au Président de Grenoble Alpes Métropole**

**A tous les Maires de l'Agglomération**

Les 3 associations ou institutions soussignées (Un Toit Pour Tous, Diocèse de Grenoble et Roms Action) réunies en un collectif solidaire avec le soutien de la Fondation Abbé Pierre souhaitent vous alerter et vous questionner au sujet des 1900 personnes sans abris et notamment de la population de Roms migrants vivant dans l'agglomération grenobloise depuis plusieurs années et dont la situation se dégrade de jour en jour, de façon inadmissible.

En effet, les évacuations se succèdent et s'accélèrent.

Au premier semestre 2015, 8 squats ont été évacués concernant 180 personnes ; de juillet 2015 à ce jour, 3 autres lieux de vie dont un très gros campement ont été évacués concernant 380 personnes ; et pour les semaines qui viennent 4 sites sont en procédure d'évacuation, concernant encore 250 personnes. Il s'agit donc pour cette année de 810 évacuations, certaines personnes ayant été évacuées au moins deux fois dans l'année.

Lors de ces évacuations la circulaire interministérielle d'Août 2012 n'est que rarement et partiellement appliquée. De ce fait, l'accompagnement par nos associations devient de plus en plus difficile d'autant que les besoins essentiels, en théorie garantis par la Déclaration des Droits de l'Homme ne sont plus assurés pour cette population : certaines communes de l'agglomération font obstacle à la scolarisation des enfants, certains habitants se permettent de se faire justice eux-mêmes avec la caution des médias et de responsables, des enfants en très bas âge sont laissés à la rue ou au mieux sous tentes dans le froid et l'humidité. Comment alors reprocher à cette population un manque d'éducation, d'insertion, voire des comportements pouvant poser problème, y compris même de « mettre leurs enfants à la rue » ?

Et que penser de l'attitude de l'Etat qui a fait héberger cet été 4 familles d'Esmonin avec de très jeunes enfants dans un hôtel...3 étoiles, qui les a expulsées quelques semaines plus tard et au même moment à la demande du gérant pour « comportement non adapté à cet hôtel » ; quel type de comportement est adapté à un hôtel 3 étoiles ? et à un bidonville ?

Le dernier exemple de ce manque évident de respect est la situation des habitants du bidonville Courtade à Fontaine où, dans un premier temps, la Métro, via la 5<sup>ème</sup> Vice-présidente chargée de l'habitat, du logement et de la politique foncière, présidente de l'E.P.F.L., a accepté de nous laisser mettre en place sur ce terrain un projet pilote d'hébergement et d'insertion à moindre coût. La condition était de ne pas construire d'abris, ce que chaque association a relayé aux habitants. De ce fait, nous avons déposé une option pour l'achat d'une quinzaine de caravanes d'occasion. Depuis début septembre, les habitants respectueux de la parole donnée, patientaient sous leurs tentes qui prenaient l'eau et les enfants allaient encore à l'école le matin, fatigués et mouillés.

Pendant ce temps, la ville de Fontaine a refusé jusqu'à présent de répondre à nos sollicitations. Alors que tout était prêt, la Vice-présidente de la Metro chargée de l'hébergement nous apprenait la semaine dernière que finalement le projet n'était plus possible, pour des raisons financières et d'autres motifs qui pour la plupart nous paraissent infondés.

Quelle crédibilité pour nous, associations ?

Quelle crédibilité pour vous, politiques et institutionnels, envers cette population mille fois discriminée ? Maintes fois, pour assurer un hébergement décent de ces familles ou la prise en charge de frais d'installation d'un terrain, l'absence de crédits a été opposée aux familles.

Comment justifier alors les dépenses d'évacuation des bidonvilles et squats (1000 euros par personne d'après l'évaluation faite par le pôle d'exploration des ressources urbaines, cf art. du Monde du 3 juillet 2014, ce qui correspondrait pour notre agglomération à 810 000 euros pour 2015) ?

A quand une rencontre partenariale pour envisager dignement des solutions pour cette population dont le nombre est très limité dans l'agglomération. Arrêtez de renvoyer à l'autre la responsabilité : les communes envers la Métro ou l'Etat pour l'hébergement, l'Etat envers les collectivités...arrêtez de renvoyer à des associations comme Roms Action, dont ce n'est pas la mission et qui n'en a pas les moyens, la responsabilité de trouver un hébergement en urgence pour des habitants évacués d'un squat....

Nous disposons d'une quinzaine de caravanes pour le terrain Courtade, et vous demandons de nous désigner un ou des terrains viabilisés pour les installer et les mettre à disposition de familles aujourd'hui à la rue, afin qu'elles puissent se poser pendant l'hiver et envisager une vie un peu plus digne.

Nous vous interpellons pour que cessent ces évacuations qui coûtent très cher à la collectivité alors qu'avec ce budget, il serait possible de construire des solutions d'intégration et mettre ainsi fin à une situation qui est une honte pour notre démocratie.

Cette lettre de désespoir est envoyée à toutes les Communes, et à toutes les institutions qui sont responsables des conditions de vie de ces familles. Elle sera aussi transmise à tous les médias de la presse écrite et audio-visuelle.

Avec l'espoir qu'à un terme rapproché nous puissions être fiers de nos institutions et des élus qui nous représentent.

Grenoble, le 15 octobre 2015



Un Toit Pour Tous  
Andrée Demon



Roms Action  
Bénédicte Fages



Diocèse de Grenoble  
Monseigneur de Kerimel